

COLLOQUE

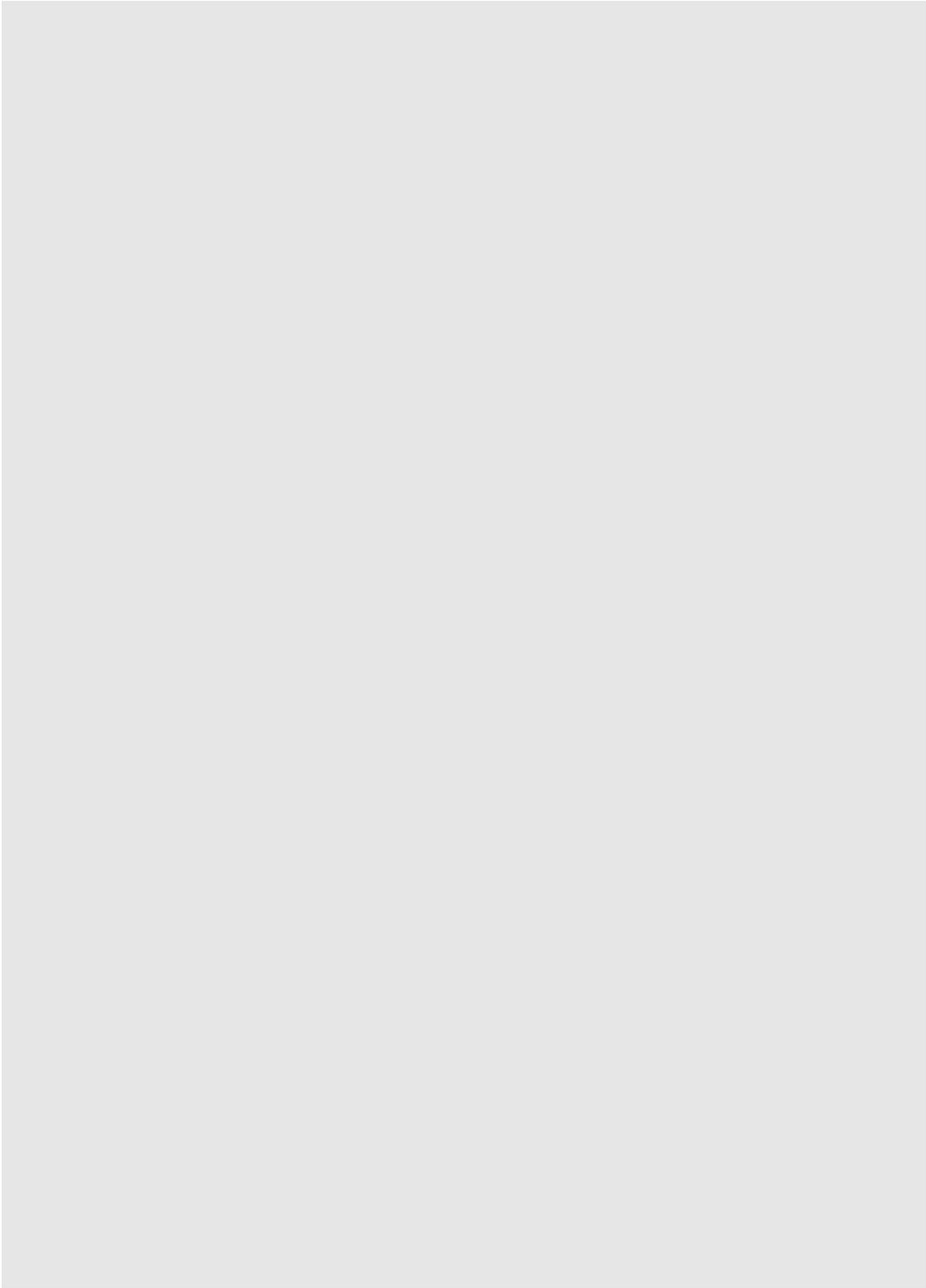
CRISE ET RENOUVEAU DU POLITIQUE

Éléments de diagnostic

◆ par Roland Cayrol,
directeur général délégué de l'Institut Csa

◆ par Pascal Perrineau,
directeur du Cevipof

◆ par Robert Rochefort,
directeur général du Credoc



SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION

de Roland Cayrol

directeur général délégué de l'institut CSA

Auteur d'un ouvrage intitulé La nuit des politiques, Roland Cayrol a apporté son expertise et son expérience pour analyser les résultats du sondage le Parisien – Aujourd'hui en France / Fonda / Cevipof, publié in La tribune fonda n° 182 du mois de décembre 2006.

Réagissant à l'intervention du président de l'Assemblée nationale, Jean-Louis Debré, ciblant les sondages comme un élément de la crise politique actuelle, Roland Cayrol indique que les Français disent, par l'intermédiaire des sondages, que c'est davantage la faillite dans la lutte contre le chômage qui est la cause première de leur perte de confiance à l'égard des élus politiques.

À propos de la première question du sondage réalisé à l'occasion du colloque relative à l'opinion des Français sur un certain nombre d'institutions, il pointe le fait que les associations restent en tête du classement. Pour lui, « le mouvement associatif est, par excellence, le mouvement qui échappe à toute crise, toute suspicion à l'égard des institutions ; il est souvent même le recours par rapport à toutes ces institutions qui sont considérées comme suspectes ». C'est tout naturellement qu'elles constituent donc le lieu privilégié d'investissement des Français, celui où ils ont envie d'aller pour faire bouger les choses.

Cette confiance dans les associations fait le pendant à la défiance vis-à-vis des responsables politiques qui, bien qu'en progrès par rapport à 2005, n'ont la confiance que d'environ une personne sur trois. Mais il faut prendre avec un peu de recul cette évolution positive, influencée par le match présidentiel qui a intéressé tout particulièrement nos concitoyens. En cela, Roland Cayrol pense qu'« il y a, en effet, une revivification d'un certain nombre de débats, d'un espoir lié au renouvellement du politique, notamment par les principaux candidats qui ont l'air de vouloir symboliser ce renouvellement ».

En mettant face à face les associations et les responsables politiques sur certaines solutions concrètes, les premières sont largement en tête (62 %) pour proposer des solutions pour améliorer la vie quotidienne des Français. Sur la question de l'intérêt général, les Français font confiance principalement (58 %) aux associations pour proposer des solutions. « Le politique n'est plus considéré comme le détenteur de l'intérêt général dans ce pays. C'est tout de même une période grave pour nos conceptions traditionnelles de la démocratie. »

Sur la conception de l'avenir, les Français se répartissent de manière équivalente, alors même que nous sommes en plein débat présidentiel. Il faut tout de même noter que pour ces trois questions, la frange la plus active de la vie sociale et économique, les trente/cinquante ans sont nettement plus nombreux que les autres à choisir les responsables d'associations contre les responsables politiques.

En ce qui concerne la contribution politique des associations à la vie sociale, les Français expriment encore une fois une forte attente vis-à-vis des associations. Concomitamment, ils considèrent que les pouvoirs publics ne leur laissent pas une place suffisante.

Sur la question suivante, Roland Cayrol exprime un certain étonnement relatif aux résultats des sondages sur la facilité d'accès ou non des citoyens aux responsabilités politiques : même au plan local cela paraît difficile (54 %). Cela est confirmé par d'autres sondages qui font apparaître que « les deux tiers des Français nous disent que leur maire est insuffisamment présent dans sa commune. » Dès lors, si les élus locaux continuent à être mieux vus et échappent encore à la critique, il faut se demander si le cumul des mandats ne constitue pas un problème. À propos de la crise du politique, il faut constater que la moitié des Français considère que

c'est un problème plus important aujourd'hui qu'hier. Ce résultat mi-figue mi-raisin montre aussi que cette question de la crise reste un thème récurrent du débat politique français. Il peut aussi se traduire, comme c'est le cas pour d'autres sujets, par le fait que les Français considèrent tout simplement qu'ils sont mieux informés que par le passé. Quelques soient les analyses, il reste que 71 % d'entre eux estiment qu'il s'agit d'un problème grave pour la démocratie. Enfin, ils sont 67 % à considérer comme certain ou probable que les associations contribueront au renouvellement de la démocratie politique.

Roland Cayrol a conclu son intervention en exprimant sa conviction : « Il est fondamental que [ce renouveau] se fasse, non seulement au niveau local, mais aussi au niveau national et européen. C'est ma conviction d'analyste. Si on ne fait rien ou si on continue à ne faire que ce que nous faisons pour le moment, notre avenir, c'est la démocratie américaine : une démocratie locale, en effet plus vive, plus vivifiée avec de vrais débats, et des citoyens qui s'intéressent à ce qui se passe au niveau local, mais aussi une désaffection totale pour la décision politique au niveau national ou au niveau mondial. Je crois donc que nous avons besoin que le mouvement associatif participe nettement à cette réflexion et à cette insertion dans la politique et pas seulement au niveau local. »

Synthèse rédigée par C.B.

SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION

de Pascal Perrineau
directeur du Cevipof

À partir des études de sciences politiques et du baromètre politique français, Pascal Perrineau a posé un diagnostic sur la crise de la politique et, plus précisément, sur celle de la démocratie représentative et de ses mécanismes fondamentaux. La poussée régulière du vote blanc et nul, quel que soit le type d'élection, la signe. Une question importante était de savoir comment allait s'inscrire, dans cette évolution, l'élection présidentielle (ndlr : le colloque s'est déroulé trois mois avant le premier tour de l'élection présidentielle). Comment analyser ce phénomène abstentionniste ? Les études du Cevipof mettent en évidence deux types de comportements :

- l'abstentionnisme d'indifférence qui concerne les concitoyens qui sont loin du monde politique et de ses codes. Leur absence de vote, qui reste stable, traduit leur distance par rapport à ce monde ;
- l'abstentionnisme de protestation qui croît régulièrement. Il concerne des citoyens qui ont une proximité avec la politique et marquent un intérêt pour elle. Il touche de plus en plus de catégories de la population. C'est ainsi que le taux d'abstention des professions intellectuelles et des cadres a rejoint celui des ouvriers. Pour eux, l'abstention est devenue une arme utilisée, comme le vote protestataire, pour dire son désarroi et condamner l'offre politique. Il faudrait d'ailleurs étudier davantage ce que

représentent les votes blancs ou nuls, qui peuvent aller jusqu'à 6 % pour certaines élections. Un nouveau rapport au vote se construit, notamment chez les jeunes.

Or, dans le cadre du scrutin présidentiel, il est possible d'identifier un « frémissement avéré d'intérêt pour l'élection présidentielle ». La question est de savoir comment va se concrétiser ce regain d'intérêt et la mobilisation du mois de décembre à travers l'inscription sur les listes électorales ? Est-ce que cela va permettre un « retour dans le système » et en particulier vers les candidats des grands partis de gouvernement, ou plutôt nourrir les différentes formes de protestation présentes dans l'offre politique française ? Une intermittence apparaît traduisant un nouveau type de citoyenneté en train de se mettre en place et un nouveau régime de participation politique beaucoup plus diversifié.

Le deuxième indicateur à prendre en considération concerne la chute de l'engagement politique et syndical : 2 % de la population électorale adhèrent à un parti et 8 % des salariés sont syndiqués. Dans ce domaine, la France est la lanterne rouge de l'Europe. Il semblerait que les associations y échappent globalement, mais le témoignage de certains responsables dont les associations sont proches de l'objet politique révèle que nous n'avons pas là non plus un grand mouvement d'adhésion. Comme les leaders des partis et des syndicats, ils disent : « On vieillit ensemble ; on manque de renouveau ». Le militantisme se transforme dans ces trois champs. Jacques Ion parle de « militantisme Post It ». Comme pour le vote, il n'existe plus de militantisme qui se développe dans la durée ; nous sommes dans l'instant.

Un nouveau type d'engagement se révèle dans l'adhésion de plus en plus fréquente à des organisations ayant un enjeu unique. « On adhère de moins en moins aux partis, aux syndicats et on adhère de plus en plus à des organisations, extrêmement sectorielles, porteuses d'un intérêt bien particulier ou d'une cause à défendre bien spécifique. »

Dans un tel contexte, comment prendre en compte la demande sociale et selon quel mécanisme va-t-on coproduire l'intérêt général, alors que nous sommes confrontés à la crise des médiations traditionnelles, à leur éclatement et à leur dispersion ?

Le troisième point concerne la dégradation de l'image de la classe politique, substituant la défiance des citoyens à la confiance qui constitue

le ressort essentiel et le socle de la démocratie représentative. Les enquêtes révèlent que ce phénomène s'est développé à partir du milieu des années 1980. Nous pouvons même actuellement nous interroger sur la possibilité que ce rejet se transforme parfois en haine. Ce sentiment s'enracine dans le fort sentiment de la population de l'impuissance du politique sur des enjeux décisifs, au premier plan desquels nous trouvons la question du chômage. Les deux premières vagues du baromètre du Cevipof confirment ce pessimisme social et économique. Il s'exprime ainsi dans le fait que deux tiers des Français pensent que leurs enfants auront moins de chance de réussir qu'eux. Pour une élection présidentielle, les anticipations des électeurs sur l'état du pays au plan économique et social sont déterminantes. Elles sont actuellement très négatives.

La tentation serait, devant tout cela, de parler de repli. Mais les démocraties vivent des cycles, selon Hirschman, où à de forts investissements dans l'action publique, motivés par le sentiment que les choses vont changer, succède un cycle de déception et de repli. L'application de cette grille d'analyse aux dernières décennies met en évidence, après la période des années 70 où chacun croyait « qu'au bout de son bulletin de vote, on avait la capacité de changer la vie », une décennie marquée par ce retour sur le privé. Or, depuis le milieu des années 90, nous avons l'impression d'assister à une repolitisation, mais d'une forme particulière. On revient à l'action publique, avant tout pour en découdre sur un mode protestataire et sans forcément utiliser la médiation du vote.

Au cours de ces dernières années, les manifestations de cette politisation « négative » sont nombreuses, illustrant de graves dérèglements dans le fonctionnement de la démocratie représentative. La recherche d'alternatives existe néanmoins, mais elles sont encore confuses. La troisième vague du « baromètre politique français » (www.cevipof.msh-paris.fr) montre que les « ninistes » (ni gauche, ni droite) constituent la première famille politique française. Il est possible de dresser une rapide typologie en distinguant trois types de citoyens :

- un tiers sont dans le système et se repèrent clairement entre la gauche et la droite. Ils expriment une confiance dans l'un et l'autre camp ;
- un tiers sont les « défiants ». Ils se sentent de gauche ou de droite, mais ne font pas confiance à un parti pour gouverner ;

– le dernier tiers est constitué des « hors système ». Le clivage droite/ gauche n'a aucune signification pour eux. De plus, ils ne font confiance à personne.

Ce rapport de force constitue un défi majeur que les politiques doivent relever. Le grand défi de la campagne présidentielle est donc d'arriver à inverser cette tendance de défiance et de refus.

Synthèse rédigée par C.B.

SYNTHÈSE DE L'INTERVENTION

de Robert Rochefort

directeur du Credoc

Robert Rochefort n'étant pas un spécialiste de l'analyse politique, il a souhaité mettre en perspective la crise du politique avec celle plus globale de la société. Il a organisé son intervention autour des deux mots clés suivants : la société de défiance et la société consummatrice.

■ La société de défiance

Les études du Credoc mettent en évidence une perte de crédibilité des institutions dans quasiment tous les domaines, ce qui peut aussi caractériser la crise du politique. Tout ce qui apparaît comme centralisé, venant d'en haut, suscite de plus en plus de méfiance. Dans le même temps, les choses sont envisagées de façon beaucoup plus positive quand leur origine est proche ou local. C'est ainsi que l'élu local ou de proximité conserve une forme de crédit, laissant apparaître en filigrane une opposition symbolique entre les mandats locaux (maire, conseiller général) et nationaux (député, sénateur).

Ce qui est intéressant, c'est le sentiment que le phénomène s'accroît dans tout les champs de la vie sociale, où « on critique d'autant plus le national que dans le même temps on valorise le local ». Par exemple, l'éducation nationale et le système de santé sont perçus comme

inefficaces, alors que l'instituteur et l'aide soignante sont formidables. Les individualités sont d'autant plus appréciées et considérées comme proches de la réalité humaine, qu'elles apparaissent comme loin de toute institution. Les individus deviennent des héros ordinaires dans une société de défiance parce qu'ils arrivent à faire des choses, malgré ou contre les institutions.

Cette évolution concerne aussi les associations, qui vivent la même fragilité, même si les sondages semblent dire le contraire. L'exemple des « Enfants de Don Quichotte » ou le rapport de la Cour des comptes sur la collecte des fonds suite au Tsunami montrent que les institutions associatives peuvent aussi être questionnées. Dans ces deux cas, c'est sans doute leur capacité à ne pas réagir dans l'urgence et par les voies classiques de la « communication » qui leur a évité de se retrouver sur la défensive. Plus généralement, la chance des associations est qu'à l'heure actuelle, nos concitoyens ne les considèrent pas comme des institutions.

Si cette crise n'est pas récente, des éléments nouveaux surgissent. C'est ainsi que nous pouvons assister notamment à une forme de potentialisation des crises des différentes institutions. Robert Rochefort a pris l'exemple des suites de l'affaire d'Outreau, où la crise de l'institution politique s'est mêlée avec celles des médias et de l'institution judiciaire. L'individu commence à nourrir alors l'idée d'une coalition des institutions.

D'autres observations confirment cela. Ainsi, plus les réformes sont présentées « d'en haut » et puis mises en débat, et plus le débat est difficile à gérer. Il existe de nombreux exemples (Europe, sécurité sociale, retraite...) où la décision politique d'ouvrir un dialogue avec les citoyens suscite scepticisme et défiance. Pour autant, il serait dramatique que les décisions soient prises par derrière, sans les associer. Nous pouvons nous interroger d'ailleurs sur l'effet que produit la posture des politiques qui assument rarement le passé, s'abritant derrière une affirmation maintes fois entendue : « cette décision était effectivement une mauvaise décision politique et c'est le camp d'en face qui l'a prise ». Il est vrai que, sur de nombreux sujets, l'organisation de la concertation peut être questionnée. Dans certains cas, le monde associatif peut même être instrumentalisé. Mais, il est possible d'affirmer qu'à chaque fois, la concertation a beaucoup plus tendance à cristalliser l'opposition de l'opinion qu'à décanter les

choses de manière à faire émerger un point de vue consensuel.

Robert Rochefort a indiqué que l'origine de cette montée de la défiance est peut être à chercher dans le champ économique et le milieu de l'entreprise. Les licenciements par des sociétés réalisant des profits, l'éviction des seniors du marché du travail, la conviction que progressivement l'ascenseur social ne fonctionne plus que vers le bas sont autant d'éléments explicatifs du phénomène.

■ La société consummatrice

Aujourd'hui, nous vivons dans une société de consommation. Les exemples sont nombreux. Ainsi les élus locaux se disent de plus en plus confrontés à des demandes du type « j'ai droit à ceci ou cela », proche d'une logique de guichet, voire même de supermarché. Sans contester la légitimité de telles demandes, est en cause la façon dont les choses s'expriment, selon des logiques consummatrices : parce qu'on a de la monnaie ou que l'on peut emprunter, on a tous les droits.

Autre élément d'observation, c'est l'irruption dans le discours politique, relayé par les médias, des concepts de « marketing ». Dans la campagne présidentielle, jamais sans doute il n'avait été évoqué l'idée de marque. Il faut aussi s'interroger sur le déplacement des thèmes de la campagne présidentielle vers des sujets de vie quotidienne. Or, dans les études du Credoc sur la citoyenneté, il est frappant de constater que les thèmes liés à la vie quotidienne et à la consommation reviennent plus fréquemment. Ce phénomène affecte aussi l'engagement associatif, notamment celui des jeunes.

Progressivement, le marketing nous convainc que les produits peuvent avoir des qualités contradictoires (un aliment qui ne fait pas grossir, un détergent qui lave très bien, sans polluer...). En politique, nous constatons la progression de ce même rejet d'un choix exclusif, comme si un bulletin de vote pouvait permettre deux choix (pourtant deux bulletins dans l'enveloppe ne font qu'un vote nul). Nous sommes de plus en plus confrontés à cette certitude que le progrès (y compris en politique) passe par l'affirmation d'un « ou inclusif », que certains traduisent « ni de droite, ni de gauche ».

■ Une nécessité : restaurer la confiance

Robert Rochefort a conclu son exposé par quelques remarques. Ainsi, il a redit qu'il « n'y a pas de société sans confiance. Ce n'est pas uniquement la politique qui en a besoin, c'est la société, tout court. » Dans les rapports économiques, elle constitue le ciment qui scelle les accords et permet le progrès (image des commerçants qui se tapent dans la main pour conclure une affaire). Aujourd'hui, il existe un véritable enjeu à la restaurer.

Encore faut-il prendre en compte la montée de l'individualisme et Robert Rochefort préfère évoquer la dérive et l'éloge des subjectivités. Pour lui, le fondement de notre société moderne réside dans la possibilité pour le citoyen de s'abstraire de sa subjectivité et de son quotidien, et dans sa capacité à se percevoir comme participant du corps social au même titre que tous les autres. La crise actuelle vient donc du fait que chacun veut voir le monde à l'échelle de sa propre situation. Par exemple, les gens ne croient plus à l'indice des prix, ce qui a conduit les Allemands et les Anglais à proposer un système permettant à chacun de calculer son propre indice des prix par Internet. Si cet exercice est simplificateur et réducteur, nous devons tout de même nous interroger sur la signification de cette idée.

Comment reconstruire la confiance, dans ce contexte ? Si l'enjeu local est évident, il faut sans doute avoir une approche par cercles concentriques allant des territoires à des niveaux plus larges, national et européen. Dans ce processus, les associations ont toute leur place, mais elles sont sur une limite : elles peuvent rapidement se faire le relai et le défenseur de la seule subjectivité de leurs membres. Elles constituent un élément essentiel pour rétablir la confiance nécessaire, mais pour cela il faut échapper à « la trappe à subjectivité ».

Synthèse rédigée par C.B.